

L'eau, la santé et l'environnement

Comment peuvent être conjuguées et mises en oeuvres les trois thématiques Eau, Santé et Environnement ? Le colloque, organisé à Rennes les 23 et 24 février 2000, par l'Académie de l'Eau en partenariat avec l'École nationale de santé publique et le Programme Solidarité Eau, a réuni près de 200 participants, invités à plancher sur la Charte de l'Eau et de la Santé. Le compte rendu de Yann OLIVAUX. H2o mars 2000.

Rennes - février 2000

L'EAU, LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Comment peuvent être conjuguées et mises en oeuvres les trois thématiques Eau, Santé et Environnement ? Le colloque, organisé à Rennes les 23 et 24 février 2000, par l'Académie de l'Eau en partenariat avec l'École nationale de la santé publique et le Programme Solidarité Eau, a réuni près de 200 participants - décideurs, chercheurs, praticiens et professionnels - invités à plancher sur la Charte de l'Eau et de la Santé.

Yann OLIVAUX

H2o - mars 2000

À

La perception de l'influence de l'environnement sur la santé des populations est liée au développement économique et culturel (déséquilibre croissant entre pays du nord et pays du sud) et les exigences vis-à-vis de la qualité de l'eau évoluent nettement en passant d'Ouest en Est ou du Nord au Sud. Mais les croisements entre les trois thématiques sont à l'évidence plus complexes, que l'on s'adresse aux pays en voie de développement ou aux pays industriels. Le caractère ambitieux mais passionnant de ce colloque tenait à la volonté de transversalité des points de vue sur ces trois thèmes croisés.

Comme l'a précisé le représentant de l'OMS, plusieurs points sont à souligner :

- le manque évident d'équité dans le monde pour l'accès à l'eau potable ;
- la responsabilité collective vis-à-vis de la qualité de l'eau ;
- la prise en compte du principe pollueur-payeur ;
- la gestion adéquate en soi du principe de précaution et d'application très différenciée selon les pays (les problématiques

de sécurité sanitaire étant également différentes entre pays développés, pays en voie de développement et pays intermédiaires) ;

- la gestion de la durabilité des ressources en eau ;
- l'accès à l'information du public, sa participation et le respect de l'identité locale ainsi que de ses spécificités dans les processus de décision sur la gestion de l'eau ;
- l'enjeu stratégique que représente l'eau en ce début de siècle notamment au Moyen-Orient ;
- la mise en place d'un protocole international sur l'eau et la santé en 1999, premier document également contraignant que 15 pays au moins doivent signer pour qu'il soit ratifié.

L'objectif majeur du 21^{ème} siècle est de fournir à chaque habitant une eau de distribution publique, sans risque inacceptable et à un coût raisonnable auquel s'ajoute la nécessité de mettre en œuvre de meilleures méthodes d'évaluation et de gestion des risques.

Cependant, les études faites dans plusieurs pays du monde ont montré que l'utilisation d'une eau potable si elle est nécessaire n'est pas suffisante à elle seule pour améliorer ou garantir la santé de la population, et des enfants en particulier. Il faut qu'y soient associées des mesures d'hygiène alimentaire et corporelle, ainsi que des mesures de salubrité de l'habitat.

L'eau de robinet

Parmi les très nombreuses questions abordées figure celle des risques sanitaires et de la prévention des pathologies liées à la consommation de l'eau de robinet, notamment le problème de la hiérarchisation de ces risques (microbiologiques et chimiques).

L'accent a notamment été mis sur, (a) l'émergence des contaminants microbiens (protozoaires, virus...) parfois difficilement détectables et souvent résistants aux procédés de stérilisation de l'eau (chlore...), (b) l'impact très difficile à évaluer sur la santé humaine de l'ingestion quotidienne de micro doses de polluants (pesticides, métaux lourds : plomb, arsenic, aluminium..., nitrates, chlore...) et ce à moyen et long terme. De plus en plus d'épidémiologistes posent l'hypothèse que ce type de contamination serait l'un des facteurs explicatifs de l'augmentation des pathologies de civilisation (cancers, maladies neurodégénératives, allergies...).

L'appréciation du rapport protection/principe de précaution en matière de santé publique est des plus délicates. L'exemple de la chloration de l'eau, désinfectant le plus couramment employé pour l'eau mais qui génère des substances potentiellement cancérigènes, en est une bonne illustration.

Si certains intervenants ont tenu à souligner les excès du "tout protection" (le risque zéro n'existe pas en matière de sécurité sanitaire), nombre de scientifiques et de médecins s'accordent sur deux constats : à d'une part une immunité générale moindre des populations et d'autre part l'existence d'un pourcentage croissant de personnes immunodéprimées, très sensibles aux facteurs de pollutions environnementales.

Information et Éducation

À travers les enquêtes du Centre d'Information sur l'Eau menées en France sur la perception des risques liés à la consommation de l'eau du robinet, il apparaît que les motifs premiers d'insatisfaction sont liés à des critères de confort d'usage (mauvais goût de l'eau à cause du chlore, eau calcaire entartrante...). Les craintes sanitaires demeurent, en revanche, tout à fait marginales dans les raisons spontanément avancées (impact des nitrates, pesticides...). Il en va tout autrement lorsque les questionnaires soumis mentionnent expressément, ces substances.

Comment dans ce cas transmettre une information juste et objective sur la sécurité sanitaire sans inquiéter inutilement et créer d'artificielles paniques.

Organiser une rencontre internationale sur ces thématiques croisées de l'eau, la santé et l'environnement est un signe fort de l'émergence du rôle majeur et vital que l'eau représente aujourd'hui et dans l'avenir pour la planète en matière de santé et d'écologie, pour chaque habitant dans le monde et pour les générations futures. .

À

Recommandations pour le futur

CHARTRE DE L'EAU ET DE LA SANTÉ

- Développer les études d'impact sur la santé humaine des aménagements hydrauliques.
- Développer les politiques intersectorielles d'aménagement du milieu qui prennent en compte l'importance de la protection de la ressource hydraulique.
- Traduire l'évolution des connaissances dans les stratégies et politiques d'utilisation des ressources et en particulier, faciliter l'établissement des priorités dans les politiques de gestion des ressources humaines et financières.
- Développer des indicateurs de morbidité liés aux différents usages de l'eau, afin de disposer d'outils pertinents pour l'évaluation des politiques publiques.
- Associer les usagers aux actions de prévention des pollutions, ainsi qu'à la définition des politiques de gestion de l'eau, conformément aux termes de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information et à la participation du public.
- Encourager les pays européens à ratifier le protocole international "Eau et Santé" adopté par plus de 35 pays en juin 1999

lors de la conférence interministérielle de Londres et inviter les pays des autres régions du monde à s'inspirer de la démarche initiée en Europe pour développer leur propre convention, adaptée à la situation dans leurs États membres.

- Les phénomènes de décentralisation et de déconcentration ont fait émerger des responsabilités nouvelles pour les acteurs au niveau local; il est nécessaire de mettre en place les outils permettant d'associer tous les partenaires politiques, techniques et représentants des communautés et des intérêts spécifiques : les francophones parlent de "territorialisation" et les anglophones de "local governance".
- Une formation adaptée de tous les acteurs, une stratégie d'information et de communication bien structurée sont les prérequis à toute politique de gestion des eaux qui prennent en compte la santé.

À

Le symposium était organisé sous le patronage du secrétariat d'État à la Santé, du ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, du ministre des Affaires étrangères, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé et de la ville de Rennes. En ouverture des deux journées de travaux, le professeur Jean Dausset, Prix Nobel de médecine, président de l'Académie de l'Eau, a tenu à rappeler le droit et l'importance pour chaque habitant de cette planète bleue de consommer une eau saine. Il a également rappelé que l'eau reste, dans les pays en voie de développement, le vecteur majeur de maladies infectieuses mais aussi parasitaires et souligné l'importance des actions éducatives à travers le monde pour promouvoir une meilleure hygiène de l'eau.